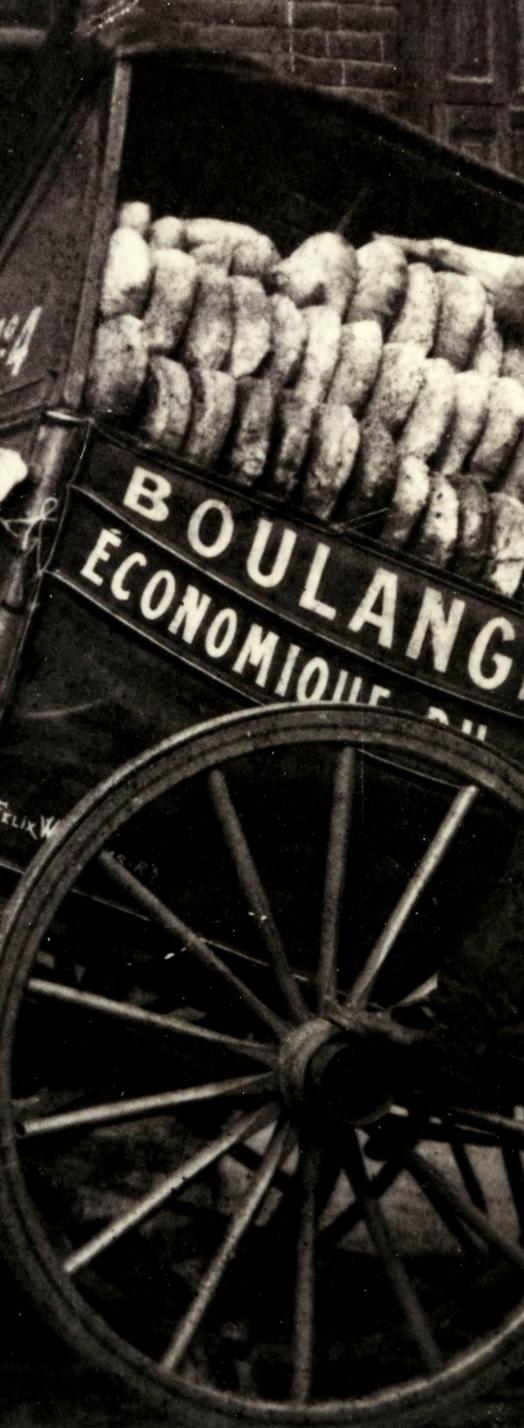


QUE MANGE-T-ON ?

-

L'ENTRAIDE ALIMENTAIRE





« Arracher les ouvriers au prolétariat qui les guette et les pourrit » Abbé Lemire

Le régime quotidien de l'ouvrier est soumis aux aléas de la hausse des prix et aux périodes difficiles : le chômage, les accidents ou les maladies. Des stratégies collectives se mettent alors en place et proposent une nourriture gratuite ou bon marché.

Distribution gratuite de vivres

La charité, publique ou privée, s'est particulièrement développée aux 19^{ème} et 20^{ème} siècles.

Le bureau de bienfaisance

La loi du 28 novembre 1796 crée dans chaque commune un bureau de bienfaisance financé par les dons des particuliers et les subventions publiques. Le pain est une des principales denrées distribuées aux indigents :

« Parmi les formes d'assistance employées pour soulager les misères, qu'il s'agisse de veuves ayant des enfants non encore en état de travailler, ou bien de familles [...] empêchées momentanément par la maladie ou le chômage de subvenir à leurs besoins, [...] la plus logique, celle qui est le plus communément usitée et qui offre le rendement le plus sûr est la distribution du pain, base principale de l'alimentation. L'administration du Bureau de bienfaisance y consacre les deux tiers de ses dépenses annuelles. » Gustave Dron, Président de la Commission du Bureau de bienfaisance, 1913 [1].

[1] Archives municipales de Tourcoing, 1 AS 37.





Les bureaux de bienfaisance prennent le nom de bureaux d'aide sociale en 1953.

En 1968, le Bureau d'aide sociale de Tourcoing distribue encore des pains de 700 gr deux fois par semaine. « *Cette forme d'aide peut paraître périmée de nos jours car si le pain fut considéré durant de longues années comme l'aliment de base, il n'en est plus de même aujourd'hui* ». Quant à la livraison à domicile, elle « *crée un lien de sécurité entre les personnes âgées souvent isolées et le Bureau d'aide sociale* ». Les personnes bénéficiaires ont témoigné « *un ferme attachement* » à ce type d'aide en nature.^[2]

[2] Article de presse, *Nord Matin*, juin 1968.





Bureau de bienfaisance de Tourcoing, Début 20^{ème} siècle, Carte postale, Coll. C.H.L.

Le Bureau de bienfaisance inauguré en 1892 est chargé de la distribution de secours matériels. Géré par les Hospices, il joue un rôle essentiel dans l'application des lois d'assistance obligatoire aux « vieillards » (personnes âgées de plus de 70 ans), infirmes et familles nombreuses. Les bureaux de bienfaisance deviennent, en 1953, des bureaux d'aide sociale, puis des centres communaux d'action sociale en 1986.





Boulangier enfournant le pain au Bureau d'aide sociale de Tourcoing, 2^{ème} moitié du 20^{ème} siècle, Photographie, Coll. C.H.L.

Afin de fournir un pain « *aux meilleures conditions de qualité et de prix* », le Bureau de bienfaisance de Tourcoing décide d'en contrôler la production, de la confection de la farine à la cuisson. A partir de 1913, il se dote de sa propre meunerie – abandonnée après la Seconde Guerre Mondiale –, de pétrins mécaniques et d'un four. « *C'est un pain fabriqué avec des farines de pur froment (...) similaires aux meilleures marques de la région et facturé aux prix de revient* » (Archives municipales de Tourcoing, 1914). Le Bureau de bienfaisance est remplacé par le Bureau d'aide sociale qui continue à produire un millier de pains par jour dans les années cinquante.





Jetons pour le pain du Bureau de bienfaisance de Tourcoing, 20^{ème} siècle, Aluminium, Coll. CHL.

Contre un jeton, les indigents recensés par la commune reçoivent une quantité de pain déterminée. Du linge, des vêtements et des combustibles peuvent également être distribués. Le bureau de bienfaisance est un élément de stabilisation et de redistribution des richesses dans une société profondément inégalitaire.

Ainsi, peut-on lire dans l'*Indicateur de Tourcoing* du 9 mai 1847, la réaction d'un notable suite aux émeutes de la faim qui ont mis à sac une partie de la ville : « *Tenez vous donc tranquilles, braves ouvriers, demandez des secours sans insulter personne et faites taire vos femmes quand elles ont la langue trop longue. Le conseil municipal s'occupe d'apporter quelques soulagements à vos misères ; il vient de voter une augmentation de 5000 francs par mois au crédit du bureau de bienfaisance, ce qui porte ce crédit à 240 000 francs par an, somme énorme pour Tourcoing. Les particuliers aussi feront tout ce que leur position de fortune leur permettra. Ils ne voudront pas que dans une ville comme Tourcoing, si rémunérée par sa bienfaisance, on puisse dire que des malheureux sont morts de faim. Ainsi donc, que chacun fasse son devoir. Tranquillité et patience d'un côté, charité et fraternité de l'autre, c'est le seul moyen de sortir de l'abîme où une conduite ne ferait que nous enfoncer davantage.* »





La distribution de plats chauds : les fourneaux économiques

En parallèle, des associations privées et publiques multiplient différentes formes de charité dont l'organisation de « fourneaux économiques », l'équivalent des soupes populaires contemporaines. La municipalité de Tourcoing, grâce à des dons privés complétés par un financement public, ouvre en 1891 six fourneaux dans différents quartiers de la ville pour venir en aide aux indigents et aux ouvriers privés de travail. Près de 152 000 repas sont fournis durant l'hiver 1891.



La cantine des vieillards, Février 1950, Huile sur bois de Jean-René Nys, Coll. C.H.L.

La loi du 14 juillet 1905 instaure l'obligation pour les communes et les départements d'organiser l'assistance, jusque là facultative, des « vieillards », des infirmes et des incurables privés de ressources. Les hospices communaux sont tenus de recevoir gratuitement les bénéficiaires domiciliés dans la commune. L'effet pervers de cette loi est l'exclusion des indigents belges à partir de 1907.





Les coopératives de consommation

Les coopératives de consommation sont des groupements de consommateurs. Elles ont pour but d'acheter en gros des produits de la vie quotidienne. Ces produits de première nécessité sont vendus à des prix compétitifs et fixes. Vers 1900, une famille peut réaliser une économie annuelle d'environ 1/5^{ème} du salaire moyen d'un ouvrier textile [3]. Les adhérents peuvent également recevoir en fin d'année une partie des bénéfices. Appelée la « ristourne », elle est calculée au prorata des achats effectués.

Les plus fervents promoteurs de cette organisation sont les militants socialistes et syndicalistes. C'est pour eux un moyen concret de lutter contre le faible pouvoir d'achat et les crédits excessifs pratiqués par les commerçants. La coopérative « *est la forteresse d'où la classe ouvrière bombardera la société capitaliste à coups de pommes de terre et de pains de 4 livres* » [4] Edouard Anseele (1856 - 1938), un homme politique socialiste.

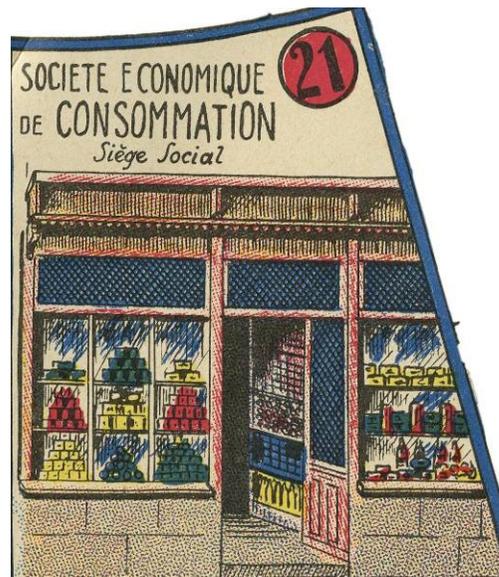
La première coopérative tourquennoise, intitulée « L'Economie des ménages », est fondée en 1882. Elle s'inspire du modèle anglais, né en 1844 de l'association de 28 ouvriers tisserands de Rochdale, ville aujourd'hui jumelée à Tourcoing. « L'Economie des ménages » devient rapidement d'obédience socialiste. De son côté, le patronat de l'industrie textile fonde en 1886 « La Mutualité ». Cette rivalité entre « sociétés bourgeoises » et « sociétés collectivistes », propre aux villes du Nord, est un des facteurs qui explique la densité du réseau des coopératives dans la région : on en compte 190 en 1907.

Les coopératives ne sont pas uniquement des points de vente mais fabriquent aussi leurs propres produits. C'est généralement le cas des boulangeries et des brasseries. Par ailleurs, ces coopératives organisent différentes institutions de prévoyance et de solidarité.

[3] DEVAUX Auguste, 1907, p 181.

[4] Cité dans DEVAUX Auguste, 1907, p 56.





Réclame pour la Société économique de consommation de Tourcoing, 20^{ème} siècle, Impression sur papier, Coll. C.H.L.

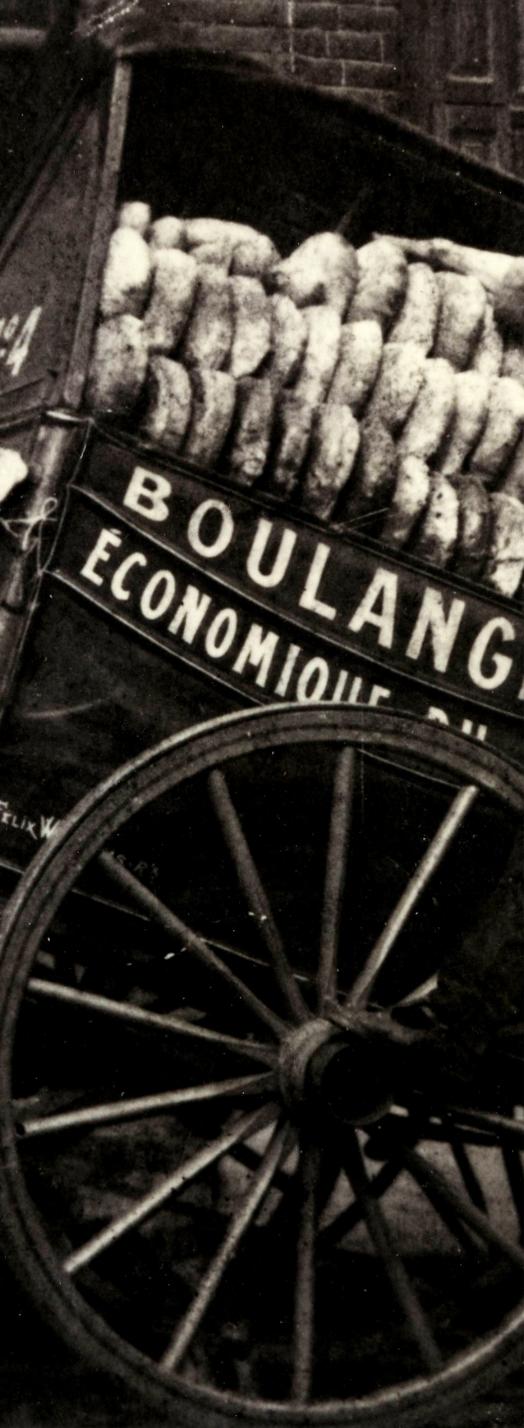
La Société économique de consommation est fondée à Tourcoing en 1908. Elle possédait de nombreuses succursales partout en ville.

Jetons pour le pain provenant de Belgique, 18^{ème} - 20^{ème} siècles, Métal et céramique, Coll. du Musée de la Boulangerie de Furnes (Belgique).



Ces jetons de provenance diverse (Gand, Bruxelles) témoignent du foisonnement précoce des institutions charitables en Belgique. C'est en 1873 que se structurent et se multiplient les coopératives de consommation socialistes belges sur le modèle de la coopérative « Vooruit » (littéralement « en avant ») implantée à Gand. Celle-ci distribue massivement des pains aux ouvriers dans le besoin, notamment en temps de grève. Les coopératives belges créent également des centres culturels pour les ouvriers appelés « Maisons du peuple ». Elles inspirent directement celle de Tourcoing fondée en 1909.





Détail du bar de la Maison du peuple de Tourcoing, Début 20^{ème} siècle, Bois, Coll. C.H.L.

En 1909, la coopérative «La Solidarité Ouvrière » fonde en 1909 une Maison du peuple, un lieu privilégié pour les réunions politiques et syndicales, en même temps qu'un centre d'entraide et d'éducation. Les ouvriers viennent également pour se détendre dans une salle de café.

Le décor du bar de la Maison du peuple rappelle le rôle de la coopérative dans la fabrication du pain à partir de 1904. Elle le distribue grâce à deux voitures attelées de chevaux et six voitures à bras.



Boulangerie économique ambulante, Fin 19^{ème} - Début 20^{ème} siècle, Tirage photographique, Coll. C.H.L.

Les boulangeries économiques se multiplient au 19^{ème} siècle. Elles garantissent aux consommateurs un pain de qualité et surtout de prix modique. Les charrettes tirées par des chiens sont courantes dans le Nord de la France et en Belgique jusqu'au début du 20^{ème} siècle. Leur circulation n'est interdite qu'en 1925 par le Code de la route.





Les jardins ouvriers

« *La question du jardin pour l'ouvrier est à mon avis [...] un des éléments de solution de la question sociale* » Romain Flipo vice-président des Jardins Ouvriers de Tourcoing, 1907[5]. La question sociale mobilise la classe politique bourgeoise ainsi que les milieux catholiques. Partant du constat que les denrées sont chères et de médiocre qualité, l'abbé Lemire (1850-1928), député maire d'Hazebrouck, crée en 1896 la Ligue du coin de terre et du foyer, ainsi qu'un mouvement idéologique, le terrianisme.

L'objectif est de mettre à disposition de l'ouvrier, quelles que soient ses idées politiques et religieuses, un lopin de terre en location dont la culture permettra non seulement d'augmenter ses revenus, mais lui offrira également « *une nourriture saine qui reste la base de tout régime alimentaire [...] La santé dépend de cette nutrition simple, préparée par la femme de ménage qui fait la bonne soupe et pour laquelle elle a besoin de ce qu'on trouve frais et bon dans le jardin.* » [6]

Le jardin ouvrier est également investi d'un rôle social. Il incarne le retour à la terre et aux valeurs chrétiennes de la famille et du foyer. Il devient un instrument de « redressement moral » et permet d'éloigner l'ouvrier du cabaret, lieu de l'alcoolisme et de l'agitation socialiste. Il faut en effet, selon l'abbé Lemire, « arracher les ouvriers au prolétariat qui les guette et les pourrit »[7].

A Tourcoing en 1907, on dénombre 213 jardins ouvriers d'environ 300 m², généralement situés à proximité des habitations.

[5] Congrès régional des jardins ouvriers à Tourcoing, 1907

[6] *Ibidem.*

[7] Document parlementaire tome 2, annexe n°848, séance du 18 juillet 1894, p. 1173-1176. Cité dans KAMOUN Patrick, 2011.





Bibliographie

BARBIEUX José (dir.), BECQUET Annie (dir.), *L'imagerie alimentaire : un siècle d'industrie alimentaire à Tourcoing et ses environs, 1850-1950*, Catalogue d'exposition (Centre d'Histoire Locale, Tourcoing, 1er octobre 1989-14 janvier 1990), Tourcoing, CHL, 1989.

BONNEAU Michel, « Chapitre XI, L'adaptabilité alimentaire des pauvres », *La table des pauvres : cuisiner dans les villes et cités industrielles*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2013, p. 299-316.

CHANUT A., « La crise économique à Tourcoing (1846-1850) », *Revue du Nord*, Janvier-mars 1956, p. 74-105.

DEVAUX Auguste, *Les sociétés coopératives de consommation dans le Nord et principalement dans l'arrondissement de Lille*, Lille, Bigot Frères, 1907.

KAMOUN (Patrick), *Hygiène et morale, La naissance des habitations à bons marché*, L'Union sociale pour l'habitat, 2011.

LAHOUSSE Jules, *Histoire des hospices de Tourcoing*, Tourcoing, Jean Duvivier, 1926.



Tourcoing
La Créative



INTERREG IV
France • Wallonie • Vlaanderen



Provincie
West-Vlaanderen
Door mensen gedreven



Nord
le Département



Centre d'Histoire Locale
de Tourcoing

